

# La Banque Mondiale - IDA

*Mis à jour : 31/12/2007*

## Contexte Général

Après une période d'ajustement structurelle durant laquelle Djibouti a été confronté à des difficultés financières, économiques et sociales, extrêmement contraignantes, la République de Djibouti a réussi avec le concours des partenaires au développement au cours de la période 2000 et 2004 un redressement remarquable de sa situation économique en engageant des réformes institutionnelles, structurelles, macroéconomiques et sociales. Ces efforts et ces contraintes ont été assumés par l'ensemble de nos concitoyens et ont permis une amélioration de notre cadre macroéconomique.

Le Gouvernement a également orienté sa stratégie de développement sur la transformation de Djibouti en une plate forme commerciale et de services pour la région de la COMESA. La république de Djibouti a pu exprimer ses potentialités à travers un port moderne en eaux profondes sur la principale route maritime reliant l'Asie du Sud est à l'Europe, l'Afrique de l'Est et la péninsule arabique, en axant le développement principalement sur le secteur privé et plus particulièrement des services. Cette stratégie a permis d'attirer de très importants investissements privés et publics qui devraient permettre, dans les prochaines années, d'accroître substantiellement la capacité des terminaux conteneurs et vraquier et de les relier à un aéroport cargo moderne, de réhabiliter et étendre le réseau routier et ferroviaire reliant aux pays voisins, de désenclaver l'intérieur du pays et d'améliorer les télécommunications. Ces investissements en infrastructures privés et publics viennent en complément de politiques sectorielles fortes ayant pour objectif la réalisation des Objectifs du Millénaire en République de djibouti. Ces politiques sectorielles se déclinent dans les domaines de la santé, de l'assainissement, de l'habitat, de l'énergie, de l'éducation et concourent à l'amélioration du bien être de la population.

L'analyse de la situation macroéconomique montre que la croissance réelle du PIB a atteint 4.8 pourcent en 2006, grâce aux importants investissements publics et privés qui ont été réalisés, à une augmentation significative des dépenses publiques liée en partie à la tenue du sommet de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), et au développement des activités du Port. Pour l'année 2007, la croissance réelle du PIB a atteint les 5% grâce à un accroissement de l'activité économique soutenu par un PIP ambitieux ainsi que par la hausse croissante des IDE au sein de l'économie.

Il est à noter que la part de l'investissement dans le PIB s'est accrue de 19 pourcent en 2005 à environ 30 pourcent pour l'année 2007 et 40% pour les perspectives en 2008. L'inflation s'est accélérée de 3.1 pourcent en moyenne en 2005 à environ 3.6 pourcent en 2006 et à fait un bond à 7.4% en 2007 en raison principalement de la flambée des prix du pétrole, de l'augmentation des prix des biens alimentaires, des logements, de l'eau et électricité. Cette accélération a été accentuée par la hausse des prix des produits pétroliers durant le quatrième trimestre de l'année 2007. Cette pression inflationniste jointe à une dépréciation de notre monnaie termes réel par rapport aux autres devises ainsi que la quasi stabilité des rémunérations de, la

fonction publique ces dernières années ont suscité un malaise social au sein de la population et risquent d'entraver notre action de réduction de la pauvreté.

Le franc Djibouti s'est en effet déprécié d'environ 4 pourcent en terme effectif réel, principalement à cause de l'affaiblissement du dollar auquel il est lié. Les conséquences des subprimes au Etats-Unis et les actions de la FED afin de relancer l'économie américaine laisse augurer pour les mois à venir une dépréciation du dollar par rapport aux autres devises.

Néanmoins, l'entrée de nouvelles banques étrangères pourrait permettre d'asseoir Djibouti comme place financière régionale, particulièrement au vu du faible développement des secteurs financiers dans les pays voisins.

Les exportations en biens et services devraient connaître une forte expansion, notamment avec la création d'une zone franche commerciale et industrielle, le commerce régional de bétail, l'exportation de sel et perlite, et le tourisme. Le secteur de la construction et des bâtiments et travaux publics devrait également continuer de croître fortement suite aux investissements extérieurs massifs

Enfin, les politiques sectorielles ambitieuses au profit des secteurs sociaux et plus particulièrement dans le développement des ressources humaines. Ces politiques sectorielles s'inscrivent dans les objectifs de développement du millénaire et vise à favoriser l'Education pour tous à Djibouti en 2015, réduire les maladies infantiles, le taux de mortalité maternel, accroître la couverture vaccinale.

Afin que ces perspectives bénéficient pleinement à l'ensemble de la population le Président de la République a lancé, début janvier 2007, une nouvelle Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS), centrée sur (i) la promotion de l'accessibilité aux services sociaux de base, (ii) la modernisation de l'outil de production, pour créer davantage d'emplois, et (iii) l'assistance aux personnes en grande vulnérabilité. Cette initiative vient de bénéficier d'une journée de solidarité nationale qui a eu lieu le 12 janvier 2007 en République de Djibouti.

## **I. Les relations entre la République de Djibouti et l'IDA**

L'Association Internationale pour le Développement (IDA), filiale de la Banque Mondiale est le plus important partenaire au développement de part sa contribution au Programme d'Investissement Public. Le volume total des contributions de l'Association pour les projets en cours de réalisation est de 14.8 millions de DTS soit environ 21 millions de Dollars, dont 25% est sous forme de don, représentant 34% des financements multilatéraux. Elle a dépassé depuis les années 2000 en termes d'engagement la Banque Africaine de Développement qui était le partenaire traditionnel de la République.

### **IDA-14**

Lors de la 14<sup>e</sup> CAS, la Banque Mondiale avait alloué 14.8 millions de DTS soit environ 21 millions USD. Son financement était plutôt axé sur les secteurs sociaux (Education, Santé, Actions Sociales) et les infrastructures routières.

Elle avait financé notamment à hauteur de 15,9 MUSD le Projet Réhabilitation du Corridor Routier Internationale (Djibouti-Galafi) dont l'objectif est de lever les contraintes qui limitaient les activités portuaires qui ont connu une croissance soutenue<sup>1</sup> depuis que le commerce international éthiopien est réorienté vers le Port de Djibouti en 1998.

De plus, la Banque avait pris part au financement, dans le cadre de la politique initiée par le Gouvernement dans les Etats Généraux qui ont abouti au Schéma directeur de l'Education 2001-2010 et du plan d'action 2001-2005 lequel vise entre autres à garantir à tous les enfants de 6 à 16 ans un enseignement fondamental de qualité, un projet Accès à l'école qui a pour objet l'amélioration de la qualité de l'enseignement et d'accroître le taux de scolarisation dans le primaire avec une enveloppe totale d'environ 10 MUSD.

Dans le secteur Santé, la Banque avait participé principalement au financement de deux grands Projets : (i) développement du secteur de la Santé sous forme de prêt à hauteur de 15 MUSD, (ii) lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose sous forme de don à hauteur de 12 MUSD.

Enfin, dans les actions sociales, la Banque avait financé le Projet PDSTIP<sup>2</sup> avec une enveloppe globale de 14,8 MUSD et dont les objectifs est d'étendre aux populations défavorisées l'accès aux infrastructures économiques et sociales, l'amélioration des routes, l'assainissement, la réhabilitation des services sanitaires et sociaux, la préparation et la mise en œuvre du plan de développement communautaire, etc.

Néanmoins, malgré d'énormes progrès réalisés par Djibouti dans la résolution d'un certain nombre de problèmes économiques notamment les grands déséquilibres macroéconomiques, il demeure un fait indéniable que cette nouvelle stabilité ne suffit pas à résoudre les problèmes structurels de la pauvreté et de la distribution des revenus et à tirer le pays de la spirale infernale du déséquilibre économique et social.

Partant du constat que les principaux objectifs en terme de rentabilité de portefeuilles des projets financés par la Banque ont été atteints par le Gouvernement<sup>3</sup> dans le précédent CAS : tous les programmes : le projet Education I, le Crédit à l'ajustement structurel avec une enveloppe de 22 MUSD, ont été menés à bien à la date prévue ou même plus tôt, le rendement du portefeuille s'est amélioré de façon spectaculaire et tous les objectifs de rendement du portefeuille ont été atteints. La Banque propose pour le CAS 2006-2008 un alignement aux principaux piliers définis dans le Cadre de la Stratégie de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

Pour ce qui est de la compétitivité du Pays, la Banque avait financé un Projet Energie visant à réduire les coûts de l'Energie et à rendre accessible aux plus défavorisés. Elle a financé également avec une enveloppe globale de 3 MUSD des garanties partielles de risques de la concession du chemin de fer vers l'Ethiopie, et dans le cadre de l'Appui pour la bonne gouvernance, la mise en œuvre du programme d'action et des recommandations de l'évaluation de la responsabilité financière du pays (CFAA) et du rapport analytique sur la passation des marchés du pays (CPAR) dont les objectifs sont de lever les obstacles dans le système de

---

<sup>1</sup> Le transit portuaire est passé de 1.7 millions de tonnes en 97 à 6 millions en 2003

<sup>2</sup> Projet de Développement Social et Travaux d'Intérêt Public

<sup>3</sup> Source : Rapport Country Assistance Strategy, mars 2005

passation de marché qui réduisent la capacité d'absorption du pays et l'empêchent de bénéficier pleinement des financements disponibles.

Le soutien au pilier de développement social comprend le financement à hauteur de 6,4 MUSD d'un Projet portant sur la Réhabilitation des infrastructures des zones inondées, et un projet augmentant l'accès à l'école, donnant une plus grande place à la scolarisation des filles d'une enveloppe total de 10 MUSD, le financement d'un petit projet ciblé comportant deux volets : (i) formation professionnelle afin de permettre aux jeunes chômeurs de tirer parti de la création d'emploi prévues avec le développement du port, (ii) réhabilitation des services de bases(eaux courantes, égouts) dans le quartiers de la Capitale.

Par ailleurs, dans le cadre de l'Initiative Nationale de Développement Social, la Banque a affecté dans un cadre de financement tripartite incluant la Banque Islamique de Développement et la Banque Africaine de Développement une enveloppe de 1.9 millions de DTS. Un complément de financement de 2.5 millions de Dollars portant sur le Programme de Réinstallation d'Urgence Suite aux Inondations est également alloué à Djibouti par la Banque.

## **II. LES PERSPECTIVES DE PARTENARIAT**

### **IDA-15**

La Banque lancera incessamment le processus de préparation de sa prochaine stratégie CAS. Dans cette perspective, la Banque a dépêché une mission qui a présenté aux autorités la méthodologie utilisée pour allouer les fonds IDA suite a la faiblesse relative de l'enveloppe tri annuelle IDA allouée a Djibouti. Parmi les trois paramètres entrant dans la détermination de l'enveloppe IDA, la note performance est la plus importante car elle a un effet multiplicateur sur l'allocation. Cette note dépend elle-même de l'évaluation des politiques et des institutions (CPIA), de la performance du portefeuille et du facteur gouvernance économique.

Il faut dire que la note des portefeuilles de Djibouti est l'une des plus élevée, en revanche la note CPIA est faible, en particulier la gouvernance économique. Cette enveloppe dépendra également des priorités du Gouvernement et des avantages comparatifs et de la complémentarité entre les partenaires de développement du Pays. Néanmoins, l'enveloppe allouée à la République de Djibouti demeure très en déca des besoins de financements nécessaire au programme d'investissements publics dont nous avons besoin. Djibouti demeure handicapé par des critères qui prennent en compte une population faible alors que d'importants phénomène de transfert de populations aux frontières persistent. Phénomène d'autant plus important que la République de Djibouti reste un havre de paix dans une région tourmentée par les spectres de la guerre et de la cohorte de maux qui les accompagnent. La république de Djibouti n'a en outre pas bénéficié des fonds catalytiques de la BM (hormis les baskets fund de l'IMOA) en récompense de la bonne performance des projets de développement financés par l'IDA. Par ailleurs, une représentation de la Banque à Djibouti serait souhaitable à l'instar de la plupart des pays africains afin de faciliter et mieux coordonner les activités de la banque à Djibouti et ce dans le souci d'améliorer les capacités d'absorption des projets IDA.

Les engagements sous forme de prêt souscrit par le Gouvernement pour financer les secteurs sociaux (Education, Santé etc.) font peser à notre économie un réel problème de soutenabilité<sup>4</sup> de la Dette. Les autorités ne peuvent qu'exhorter l'ensemble des partenaires au développement à accroître l'APD en privilégiant des perspectives d'annulation de la dette et en réalisant des contributions sous forme de dons. A cet égard, les autorités djiboutiennes ont présenté aux partenaires au développement les secteurs pour lesquels Djibouti a besoin plus d'assistance dans l'esprit de la Stratégie définie notamment dans le DSRP et complété par l'Initiative Nationale de Développement Sociale.

Les priorités du gouvernement vont en premier lieu vers le secteur de l'eau et de l'assainissement, de l'hydraulique rurale ainsi que vers l'énergie.

Pour ce qui est du secteur de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain, les besoins en financement s'élèvent à 24 millions de dollars dont 89 % ont déjà pu être ou sont en voie de mobilisation. Les financements à rechercher s'élèvent à 2.4 milliards de Fd (à confirmer auprès de l'ONEAD)

Concernant le secteur de l'énergie, l'ensemble des financements nécessaires s'élèvent à 246 millions de dollars dont 1/3 déjà à déjà été mobilisé. Les besoins en financement restent considérables s'articulent autour (i) du gap de financement du projet d'interconnexion avec l'Éthiopie pour 18.8 millions de dollars, (ii) de l'accroissement du potentiel en production et en distribution du réseau thermique pour 116 millions de dollars US ainsi que (iii) pour la diversification des énergies avec la mise en place d'une stratégie et d'un plan d'action pour le développement de l'énergie solaire pour 30 millions de dollars US.

---

<sup>4</sup> Le Stock de la Dette représente actuellement 50% du PIB

## PROJETS FINANCES PAR L'IDA

### SANTE

#### Projet lutte contre le VIH/SIDA, le Paludisme et la Tuberculose

<b>Bailleurs</b>	<b>IDA</b>
<b>Financement</b>	<b>Don de 8.8 M DTS soit 12 M USD</b>
<b>Date de la convention</b>	<b>2 DEC 2003</b>
<b>Durée</b>	<b>Jusqu'au 30 SEP 2008</b>
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) Prévention du VIH/SIDA chez les jeunes, à terme 90% des jeunes connaissent les principaux comportements préventifs</li> <li>(ii) Prévention de la transmission mère et enfant, à terme 80% des femmes enceintes ont accès à un service de test de dépistage,</li> <li>(iii) la proportion des mères infectées prises en charge soit de 60%.</li> </ul>
<b>Etat d'exécution</b>	A ce jour, Le taux de décaissement est de 70%.

#### Projet de Développement du Secteur de la Santé

<b>Bailleurs</b>	<b>IDA</b>
<b>financement</b>	<b>Prêt DE 12 M DTS soit 15 M USD</b>
<b>Date de la convention</b>	<b>Mise vigueur : 11 novembre 2002</b>
<b>Durée</b>	<b>Jusqu'au 30 juin 2008</b>
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) amélioration de la qualité des services de santé (santé infantile, maternité sans risque, lutte contre le paludisme)</li> <li>(ii) amélioration de la disponibilité et de la qualité des ressources humaines (expansion du CFPS, formation à court terme du personnel de la santé)</li> <li>(iii) amélioration de l'accès au médicament</li> <li>(iv) amélioration de la gestion du secteur (renforcement des capacités, construction et maintenance d'un atelier de maintenance à l'hôpital)</li> </ul>
<b>Etat d'Exécution</b>	Il a été décaissé à ce jour 73,8% du montant alloué.

## TRANSPORTS

### Projet Réhabilitation du Corridor Routier International

Bailleurs	IDA
financement	Prêt DE 15.9 MUSD
Date de la convention	Juin 2000 (prêt complémentaire en 2003)
Durée	Mai 2005
Objectifs	Réhabiliter le corridor routier qui se trouvait dans une situation assez critique du fait du trafic des poids lourd à destination de l’Ethiopie.
Etat d’exécution	Ce projet a décaissé 96% des fonds alloués. Ce projet est clôturé.

## EDUCATION

### Projet Amélioration Capacité des Ecoles

Bailleurs	IDA
financement	Prêt de 7.8 Millions DTS soit 10 millions USD
Date de la convention	Mai 2001
Durée	Jusqu’en juin 2005
Objectifs	<p><u>Composante I</u> : accroître la capacité des écoles : construction de 190 nouvelles salles de classes et la réhabilitation de 36 classes.</p> <p><u>Composante II</u> : amélioration de la qualité : formation des enseignants et des directeurs des écoles dans les domaines administratives pédagogiques et des relations communautaires, augmentation de la capacité du CFPEN par la construction et l’aménagement de 9 salles de classes</p> <p><u>composante III</u> : amélioration de la capacité à mener les réformes et plus spécifiquement aider à renforcer les capacités des principaux services du Ministère de l’Éducation nationale.</p>
Etat d’Exécution	98% des fonds ont été décaissés. le projet est clôturé.

## Projet Amélioration des écoles II

Bailleurs	IDA
financement	Prêt de 10 MUSD
Date de la convention	
Durée	Mars 2006 à juin 2009
Objectifs	<p><b>Composante I</b> : accroître la capacité des établissements d'enseignement primaire et moyen existant en construisant, équipant et réhabilitant des salles de classe en zones urbaines et rurales.</p> <p><b>Composante II</b> : Améliorer la qualité de l'Education : assistance technique, application d'une stratégie efficace de formation en cours d'emploi.</p> <p><b>Composante III</b> : Efficience économique et renforcement des capacités : rendre la gestion du secteur éducatif plus efficace, réduire le coût unitaire de la construction des écoles.</p>
Etat d'exécution	Le désaccord entre le gouvernement et la Banque sur les nouveaux termes IDA étant résolu, présentation en novembre 2005 au conseil sur les bases des anciens termes IDA. Le taux de décaissement à ce jour est de 8%. La mise en vigueur a été prononcée le 26 mars 2006.

## ADMINISTRATION

### Projet IGAD

Bailleurs	IDA
financement	Don de 495 000 USD
Date de la convention	Août 2003
Durée	Août 2006
Objectifs	Non renseigné
Etat d'exécution	Le taux de décaissement est de 80.6%.

## ENVIRONNEMENT

### Projet Santé Environnementale

Bailleurs	IDA
financement	Don de 200 000 USD
Date de la convention	JANVIER 2003
Durée	DECEMBRE 2004
Objectifs	Projet visant à aider les autorités et les communautés à mener des actions d'information sur les impacts sur leurs conditions de vie de l'environnement. Le projet finance des études et

	enquêtes au sein des communautés villageoises avec des sites-test : Goubetto, Kalaf.
<b>Etat d'exécution</b>	Le projet est complété.

## ACTIONS SOCIALES

### Programme PDSTIP -ADETIP (prêt complémentaire compris)

<b>Bailleurs</b>	<b>IDA</b>
<b>financement</b>	<b>Prêt de 14.8 MUSD</b>
<b>Date de la convention</b>	<b>2000</b>
<b>Durée</b>	<b>juin 2006</b>
<b>Objectifs</b>	(i) renforcement des capacités (ii) génie civil (iii) infrastructures (iv) micro finance (v) gestion Le projet est géré par l'ADETIP.
	Le projet est complété.

### Projet de Réhabilitation d'urgence suite aux inondations

<b>Bailleurs</b>	<b>IDA</b>
<b>financement</b>	<b>Prêt de 2,2 millions DTS soit 3.23 MUSD Don de 2,2 millions DTS soit 3.23 MUSD</b>
<b>Date de la convention</b>	<b>Septembre 2004, mise en vigueur le 25 janvier 2005.</b>
<b>Durée</b>	<b>Jusqu'au 30 septembre 2007</b>
<b>Objectifs</b>	(i) réhabilitation d'urgence des infrastructures économiques et sociales : construction des digues, réhabilitation/agrandissement de certains segments du lit de rivières, etc. (ii) fournitures de services de base dans la zone de réinstallation de personnes relogées au Pk12 (accès à l'eau potable, latrines.) (iii) assistance technique et services de consultants dans le domaine de la prévention et de la gestion des catastrophes à court et long terme : renforcement de l'Unité de Gestion des Catastrophes.
<b>Etat d'Exécution</b>	Le compte prêt est décaissé à hauteur de 9.3%, sur le compte don, le taux de décaissement est de 40%.

## ENERGIE

### Projet Accès à Energie

<b>Bailleurs</b>	<b>IDA</b>
<b>Financement</b>	<b>7 Millions USD</b>
<b>Date de la convention</b>	<b>Mise en vigueur le 29 mars 2006</b>
<b>Objectifs</b>	(i) Electrification des zones périurbaines, (ii) financement des réformes institutionnelles (iii) Composante éolienne.
<b>Etat d'exécution</b>	le taux de décaissement pour la partie projet est de 7.8%. une mission de la banque a séjourné en décembre a fait un certain nombre de recommandations, entre autres : <ul style="list-style-type: none"><li>• Négociation du contrat distribution avec TEC International soit menée à leur terme ;</li><li>• Evaluation de l'offre de projet pour le dossier éolien soit finalisé et qu'un accord soit convenu sur les prochaines étapes à suivre dans ce dossier.</li></ul>

## GESTION ECONOMIQUE

### Projet Renforcement direction Budget (CFAA) - IDA

<b>Financement</b>	<b>Don IDA - IDF</b>
<b>Date de la convention</b>	<b>Septembre 2005, mise en vigueur le 23 septembre 2005</b>
<b>Montant</b>	<b>354 000 USD</b>
<b>Durée</b>	<b>2005-2007</b>
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ renforcer les compétences et les capacités de la Direction du Budget dans le domaine de la préparation et de l'exécution du Budget ;</li><li>➤ revaloriser la capacité de l'Inspection Générale des Finances et ;</li><li>➤ assurer une meilleure coordination entre les fonctions des organes de contrôle interne et l'organe de contrôle externe (Chambre des Comptes).</li></ul>
<b>Etat d'exécution</b>	14.5 % a été décaissé.

### Projet Réforme Procédures de Passation des Marchés (CPAR) - IDA

Financement	Don IDA - IDF
Date de la convention	Septembre 2005, mis en vigueur le 23 septembre 2005.
Montant	343 000 USD
Durée	2005-2007
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ lever les obstacles dans le système de passation de marché ;</li> <li>➤ renforcer la capacité législative, institutionnelle et humaine dans le domaine des passations de marchés</li> </ul>
Etat d'exécution	14% a été décaissé

### Projet PRUSI complémentaire

Financement	Don IDA -
Date de la convention	Mise en vigueur le 22 Décembre 2007
Montant	2.5 millions dollars US
Durée	2008
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>(iv) réhabilitation d'urgence des infrastructures économiques et sociales : construction des digues, réhabilitation/agrandissement de certains segments du lit de rivières, etc.</li> <li>(v) fournitures de services de base dans la zone de réinstallation de personnes relogées au Pk12 (accès à l'eau potable, latrines.)</li> <li>(vi) assistance technique et services de consultants dans le domaine de la prévention et de la gestion des catastrophes à court et long terme : renforcement de l'Unité de Gestion des Catastrophes.</li> </ul>
Etat d'exécution	